



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 23 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ZAC de Sennecé-lès-Mâcon
60 Allée de Lecco
71000 Mâcon

Références : LW/LW/2024/M_182
Code AIOT : 0025300072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté à Mâcon (71000), ZAC de Sennecé-lès-Mâcon, 60 allée de Lecco. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- ZAC de Sennecé-lès-Mâcon 60 Allée de Lecco 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0025300072
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrefour Supply Chain, spécialisée dans la logistique et le transport exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une plateforme logistique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 06/2057/2-3 du 13 juillet 2006 modifié dernièrement par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DCL/BRENV/2018-66-1 du 7 mars 2018.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie
- Gestion des eaux pluviales
- Modifications d'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Point 1.4	Sans objet
2	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13 et 22	Sans objet
3	Exercices de défense incendie et d'évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13 et 14	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 15	Sans objet
6	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – Points 15	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 23	Sans objet
8	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 22	Sans objet
9	Gestion des eaux pluviales	Autre du 03/01/2022, Rapport d'inspection	Sans objet
10	Installation de distribution de carburant	Autre du 19/10/2023, Nomenclature – Version 54	Sans objet
11	Modification de l'installation	Autre du 12/12/2023, Lettre préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, **une non-conformité** a été relevée sur le thème de la protection des installations contre le risque lié à la foudre qui a été levée le jour même de l'inspection par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'un évènement accidentel
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant utilise un outil informatique développé par la société Carrefour. Une présentation rapide de cet outil dénommé « SMD » a été réalisée en visioconférence par l'échelon national. L'état des stocks généré par l'outil répond à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des moyens
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie [...]
Constats : L'exploitant utilise un outil informatique dénommé « Monday » qui lui permet d'assurer le suivi réglementaire de tous les équipements de prévention et de défense contre l'incendie. L'outil permet, entre autres, d'accéder au rapport de vérification et d'afficher les étapes de ces vérifications (étape réalisée, avec ou sans réserves, le cas échéant devis établi, action corrective réalisée, etc.). L'inspection a vérifié par sondage le suivi de quelques équipements (extincteurs, robinets d'incendie armés, détection d'hydrogène et poteau d'incendie) et n'a pas relevé d'anomalie particulière. L'exploitant indique par ailleurs que l'échelon national, qui dispose des accès à cet outil, assure également un suivi mensuel de ces vérifications périodiques à distance et pour chaque site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercices de défense incendie et d'évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13 et 14
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des exercices
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exploitant organise tous les six mois des exercices conjoints de défense incendie et d'évacuation des personnels. Pour l'année 2023, les exercices ont été réalisés en avril et en novembre. Pour l'année 2024, le premier exercice a été réalisé début juin et le compte-rendu rédigé à l'issue de l'exercice a été présenté à l'inspection. Le deuxième exercice au titre de l'année 2024 sera réalisé de nuit, comme cela avait déjà été le cas en octobre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 13
Thème(s) : Risques accidentels, Formation au maniement des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant indique que ces formations au maniement des moyens de défense contre l'incendie sont réalisées en interne. Tout le personnel est formé au maniement des extincteurs et une partie (environ 20 %) au maniement des robinets d'incendie armés (RIA).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en février 2024 par la société Bureau Veritas. Comme pour le suivi des équipements de prévention et de défense incendie, le suivi de ces installations est réalisé au travers de l'outil informatique "Monday". L'inspection a consulté le rapport rédigé à l'issue de ce contrôle annuel. Aucune des neuf anomalies relevées présente un caractère récurrent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de protection
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Extrait de l'arrêté du 4 octobre 2010 : « Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. <i>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</i> <i>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. »</i>
Constats : La dernière vérification complète des équipements de protection contre le risque lié à la foudre a été réalisée par la société Franklin centre-est en octobre 2022. En 2023, une vérification visuelle a été réalisée par cette même société. Aucune anomalie n'a été relevée. Par ailleurs, l'exploitant a défini les modalités pour assurer le suivi des compteurs d'impacts. Le service maintenance relève une fois par mois ces compteurs et la date est tracée sur un document. L'inspection relève une non-conformité sur les modalités retenues par l'exploitant pour assurer le suivi des éventuelles agressions de la foudre qui ne permettent pas de respecter en tout temps le délai maximum d'un mois pour faire réaliser une vérification visuelle par un organisme agréé en cas d'agression de la foudre. À titre d'exemple, pour les mois d'avril et mai 2024, la vérification de ces compteurs d'impacts a été réalisée respectivement le mardi 9 et le mercredi 29, soit un intervalle de 50 jours entre les deux vérifications. L'inspection lève cette non-conformité , l'exploitant ayant modifié sa procédure le jour même et transmis par courrier électronique le document référencé ENR 01.24 V3 modifié utilisé pour la traçabilité du suivi de ces compteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 23
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1 ^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
Constats : L'exploitant a rédigé un plan de défense incendie qu'il a présenté au service départemental d'incendie et de secours. Son contenu pourra être abordé lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – Points 22
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité du système
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. [...]
Constats : L'exploitant a rédigé une procédure précisant les mesures à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Autre du 03/01/2022, rapport d'inspection
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Concernant la gestion des eaux pluviales de ruissellement issues de la nouvelle surface imperméabilisée créée par l'aménagement du futur parking poids-lourds et issues également, dans l'immédiat, du stockage provisoire de palettes, l'hypothèse de construction d'un deuxième bassin de tamponnage n'a pas été retenue. Ces eaux sont collectées, traitées par un dispositif (séparateur d'hydrocarbures) supplémentaire avant de rejoindre le bassin de rétention existant. Ce dernier fera l'objet d'un agrandissement dès que les conditions climatiques le permettront. [...]
Constats : Les travaux d'agrandissement de ce bassin ont été effectués et un relevé topographique a été réalisé à la fin des travaux. La capacité de ce bassin est passée de 2 460 m ³ à 2 700 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installation de distribution de carburant

Référence réglementaire : Autre du 19/10/2023, nomenclature – Version 54
Thème(s) : Situation administrative, Classement de l'installation
Prescription contrôlée : Volume annuel de carburant liquide délivré permettant de statuer sur le régime de classement.
Constats : L'inspection a souhaité vérifier la situation administrative de cette installation de distribution de carburant au regard des volumes délivrés en 2022 et 2023. L'exploitant indique que l'installation n'est plus utilisée depuis 2021. L'exploitant maintient néanmoins les contrôles réglementaires de cette installation. L'inspection rappelle les dispositions du II de l'article R. 512-74 du code de l'environnement : « <i>Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.</i> »
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Autre du 12/12/2023, lettre préfectorale
Thème(s) : Situation administrative, Chambre froide extérieure
Prescription contrôlée : Modifications portées à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire par courrier du 20 novembre 2023 – Dossier Veritas 2023-V0 référencé 20151863-1/1-94VPO3W10190732-1
Constats : Les travaux et les modifications envisagés n'ayant pas encore été réalisés, l'inspection n'a pas pu constater le respect des dispositions prises et proposées par l'exploitant dans le dossier susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite